

RCS : BRIVE LA GAILLARDE

Code greffe : 1901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BRIVE LA GAILLARDE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00089

Numéro SIREN : 847 928 488

Nom ou dénomination : 36 HEURES IMMO

Ce dépôt a été enregistré le 29/10/2021 sous le numéro de dépôt 3115

36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR

RCS 847 928 488 BRIVE

Certifié conforme à l'original


PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU

4 OCTOBRE 2021

ET

ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES DE LA SOCIETE TRANSFORMEE

L'an deux mille vingt et un, et le quatre octobre, à dix-neuf heures,

La société NOTARIAT SERVICES SAS au capital de 143 448 euros, ayant son siège social 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR, immatriculée au RCS de Brive La Gaillarde sous le numéro 676 720 212 RCS, représentée par son président Monsieur François-Xavier DUNY, propriétaire de la totalité des 300 parts de 10 € composant le capital social de la société 36 HEURES IMMO,

Associé unique de ladite société,

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- l'augmentation du capital social par incorporation de dettes,
- la transformation de la société en société par actions simplifiée,

PREMIERE DECISION

L'associé unique, constatant que le capital social est intégralement libéré, décide d'augmenter le capital social pour le porter de 3 000 € à 4 280 € par création de 128 actions de 10 € de nominal. Cette augmentation est assortie d'une prime d'émission de 927,50 € par action, soit une prime totale 118 720 €, à souscrire et libérer en numéraire et par compensation de créances liquides et exigibles sur la société.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique constate que toutes les 128 parts à créer ont été souscrites en totalité par les personnes physiques ou morales antérieurement agréées et constate au vu de l'arrêté de compte établi par le gérant que ces personnes ont libéré leur souscription par compensation de la créance liquide et exigible qu'elle détenait chacune sur la société, selon le détail ci-après :

Souscripteur	Nombre de parts souscrites	Montant souscrit	Créance détenue
Corinne FAUGERAS	3	2 812,50 €	2 812,50 €
LAUNCHWORKS & Co SAS	32	30 000,00 €	30 000,00 €
REEDE SAS	32	30 000,00 €	30 000,00 €
CORBA INVESTMENT SAS	32	30 000,00 €	30 000,00 €
Baptiste DUNY	2	1 875,00 €	1 875,00 €
DORE INVEST SAS	27	25 312,50 €	25 312,50 €
Total	128	120 000 €*	120 000 €

(*) Dont 1 280 € représentatif du capital social et 118 720 € correspondant à la prime d'émission.

Il est constaté que les parts sociales nouvelles sont entièrement souscrites, et intégralement libérées de 1 280 € de nominal et de la totalité de la prime d'émission de 118 720 € ; par suite, l'augmentation de capital se trouve effectivement réalisée.

En conséquence l'augmentation de capital 1 280 € est définitivement et régulièrement réalisée.

La société comptant dorénavant plusieurs associés, c'est la collégialité des associés qui, de ce fait, s'est prononcé sur les résolutions suivantes :

Le président désigné de la présente assemblée est Monsieur François-Xavier DUNY gérant de la SARL ;

Madame Corinne FAUGERAS est appelée comme secrétaire.

Le président fait constater que tous les associés sont présents ou représentés

PREMIERE RESOLUTION

Les associés, à l'unanimité, confirmant la désignation qui avait été faite par l'associé unique en date du 2 septembre 2021, de Monsieur Alain FLEYTOUX en tant que commissaire à la transformation, prennent connaissance de son rapport au titre de commissaire à la transformation et au titre de commissaire aux comptes sur la transformation de la société en société par actions simplifiée. Après lecture, ils décident la transformation de la société à responsabilité limitée en société par actions simplifiées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

Les associés désignent pour une durée non limitée Monsieur François-Xavier DUNY en tant que président de la société, ses fonctions de gérant venant de cesser à la suite de la transformation de la société. Ses pouvoirs sont sans restriction particulière.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

Compte tenu de ce qui précède les associés décident d'approuver les statuts qui leur sont proposés. Les principales réécritures ont porté sur les articles suivants :

- ARTICLE 1 : Forme

Il précise dorénavant :

La Société est une **société par actions simplifiée** régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

- ARTICLE 7 : Apports

Il a été rajouté le point ci-après :

Puis lors de l'assemblée général du 4 octobre 2021 adoptant les présents statuts consécutivement à la transformation de la société en SAS, dans le cadre d'une augmentation de capital dévolue à de nouveaux associés dument agréés :

- Madame Corinne FAUGERAS a apporté à la Société la somme de DEUX MILLE HUIT CENT DOUZE euros CINQUANTE cents. Ci 2 812,50 euros représentatifs de 3 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 2 782,50 €.

- La société LAUNCHWORKS & Co a apporté à la Société la somme de TRENTE MILLE euros. Ci 30 000 euros représentatifs de 32 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 29 680 €.

- La société REEDE a apporté à la société la somme de TRENTE MILLE euros. Ci 30 000 euros représentatifs de 32 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 29 680 €.

- Monsieur Baptiste DUNY a apporté à la société la somme de MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE euros. Ci 1 875 euros représentatifs de 2 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 1 855 €.

- La société CORBA INVESTMENT a apporté à la société la somme de TRENTE MILLE euros. Ci 30 000 euros représentatifs de 32 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 29 680 €.

- La société DORE INVEST a apporté à la société la somme de VINGT-CINQ MILLE TROIS CENT DOUZE euros. CINQUANTE cents. Ci 25 312,50 euros représentatifs de 27 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 25 042,50 €.

La libération des apports des personnes physiques et morales ci-dessus a été faite par incorporation de créances liquides et exigibles correspondant à des sommes antérieurement inscrites en compte courant.

- ARTICLE 8 : Capital social

Il précise dorénavant :

Le capital social est fixé à la somme de 4 280 euros divisé en 428 actions de 10 € de nominal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par la collectivité des associés et répertorié sur le registre des procès-verbaux d'assemblée générale.

Associés	Signatures
Corinne FAUGERAS	
LAUNCHWORKS & Co SAS Benoît Reiller	
REEDE SAS Alexandre BENNAT	
CORBA INVESTMENT SAS Pascal LABRUE	
Baptiste DUNY	
DORE INVEST SAS François-Xavier DUNY	
NOTARIAT SERVICES SA François-Xavier DUNY	

36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

**Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR
RCS 847 928 488 BRIVE**

AUGMENTATION DE CAPITAL DECIDEE LE 4 OCTOBRE 2021

ET DONT LA REALISATION EST CONSTATEE A MEME DATE

ARRETE DE COMPTES DE LA GERANCE

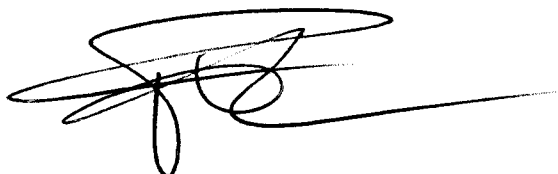
Madame Corinne FAUGERAS demeurant à Pauliac – 19210 LUBERSAC, née le 23 août 1968 à Saint-Yrieix la Perche (87)

Est titulaire d'une créance sur la Société d'un montant en principal et intérêts de 2 812,50 euros.

Laquelle créance est liquide et exigible.

Fait à Pompadour
Le 4 octobre 2021
Certifié exact.

François-Xavier DUNY
Gérant



36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

**Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR
RCS 847 928 488 BRIVE**

AUGMENTATION DE CAPITAL DECIDEE LE 4 OCTOBRE 2021

ET DONT LA REALISATION EST CONSTATEE A MEME DATE

ARRETE DE COMPTES DE LA GERANCE

La société LAUCHWORKDS & Co, SAS au capital de 5 000 €, ayant son siège social 66, avenue des Champs Élysées – 75008 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 853 319 044

Est titulaire d'une créance sur la Société d'un montant en principal et intérêts de 30 000,00 euros.

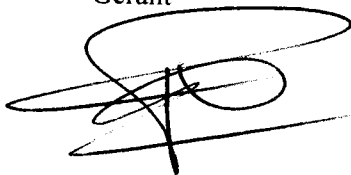
Laquelle créance est liquide et exigible.

Fait à Pompadour

Le 4 octobre 2021

Certifié exact.

**François-Xavier DUNY
Gérant**



36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

**Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR
RCS 847 928 488 BRIVE**

AUGMENTATION DE CAPITAL DECIDEE LE 4 OCTOBRE 2021

ET DONT LA REALISATION EST CONSTATEE A MEME DATE

ARRETE DE COMPTES DE LA GERANCE

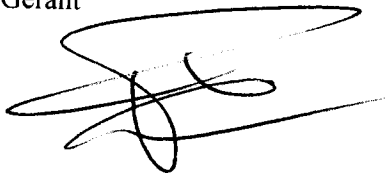
La société REEDE, SAS au capital de 500 €, ayant son siège social Immeuble Les Diamants 2, 61, rue Jean Briaud – 33700 MERIGNAC, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 888 692 134.

Est titulaire d'une créance sur la Société d'un montant en principal et intérêts de 30 000,00 euros.

Laquelle créance est liquide et exigible.

Fait à Pompadour
Le 4 octobre 2021
Certifié exact.

François-Xavier DUNY
Gérant



36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

**Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR
RCS 847 928 488 BRIVE**

AUGMENTATION DE CAPITAL DECIDEE LE 4 OCTOBRE 2021

ET DONT LA REALISATION EST CONSTATEE A MEME DATE

ARRETE DE COMPTES DE LA GERANCE

La société CORBA INVESTMENT, SAS au capital de 1 000 €, ayant son siège social 75, chemin de la Falconnière – 74340 SAMOENS, immatriculée au RCS d'Annecy sous le numéro 814 096 871

Est titulaire d'une créance sur la Société d'un montant en principal et intérêts de 30 000,00 euros.

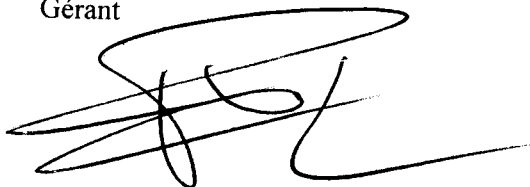
Laquelle créance est liquide et exigible.

Fait à Pompadour

Le 4 octobre 2021

Certifié exact.

François-Xavier DUNY
Gérant



36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

**Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR
RCS 847 928 488 BRIVE**

AUGMENTATION DE CAPITAL DECIDEE LE 4 OCTOBRE 2021

ET DONT LA REALISATION EST CONSTATEE A MEME DATE

ARRETE DE COMPTES DE LA GERANCE

La société DORE INVEST, SAS au capital de 637 000 €, ayant son siège social à Le Grand Bois – 19230 BEYSSAC, immatriculée au RCS de Brive la Gaillarde sous le numéro 895 302 123

Est titulaire d'une créance sur la Société d'un montant en principal et intérêts de 25 312,50 euros.

Laquelle créance est liquide et exigible.

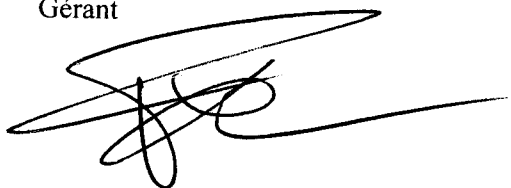
Fait à Pompadour

Le 4 octobre 2021

Certifié exact.

François-Xavier DUNY

Gérant



36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

**Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR
RCS 847 928 488 BRIVE**

AUGMENTATION DE CAPITAL DECIDEE LE 4 OCTOBRE 2021

ET DONT LA REALISATION EST CONSTATEE A MEME DATE

ARRETE DE COMPTES DE LA GERANCE

Monsieur Baptiste DUNY demeurant 25, rue de l'Arcade – 75008 PARIS, né le 20 août 1996 à Brive la Gaillarde (19)

Est titulaire d'une créance sur la Société d'un montant en principal et intérêts de 1 875,00 euros.

Laquelle créance est liquide et exigible.

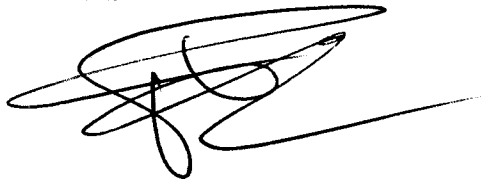
Fait à Pompadour

Le 4 octobre 2021

Certifié exact.

François-Xavier DUNY

Gérant



36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

**Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR
RCS 847 928 488 BRIVE**

**Rapport du commissaire à la transformation
et du
commissaire aux comptes
sur la transformation
de la société en société par actions simplifiée**

(articles L.223-43 et L.224-3 du Code de commerce)

Décision de l'associé unique ou des Associés en date du 4 octobre 2021

Alain FLEYTOUX
Commissaire aux comptes
Compagnie régionale de Paris
15, rue de Berri – 75008 PARIS



36 HEURES-IMMO

Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros

**Siège social : 13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR
RCS 847 928 488 BRIVE**

**Rapport du commissaire à la transformation
et du
commissaire aux comptes
sur la transformation
de la société en société par actions simplifiée**

(articles L.223-43 et L.224-3 du Code de commerce)

Décision de l'Associé unique ou des Associés en date du 1^{er} octobre 2021

A l'Associé unique ou aux Associés,

En ma qualité, d'une part, de commissaire aux comptes désigné en application des dispositions de l'article L.223-43 du code de commerce et, d'autre part, de commissaire à la transformation désigné en application des dispositions de l'article L.224-3 du même code par décision de l'associé unique en date du 30 juin 2021 nous avons établi le présent rapport afin :

- de vous présenter mon analyse de la situation de votre société ;
- de vous faire connaître mon appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant, sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer, en application des dispositions de l'article R.224-3 du code de commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.



Mission du commissaire aux comptes sur la situation de la société

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à analyser la situation de la société au regard de caractéristiques financières et d'exploitation.

La synthèse de cette analyse est la suivante :

- Les états financiers de la Société au 31 décembre 2020, qui n'ont fait l'objet ni d'un audit ni d'un examen limité de ma part, font état de capitaux propres d'un montant de 16 267 €.
- Le capital social de la société, inchangé depuis la dernière clôture, s'établit à 3 000 €. La transformation de la société doit intervenir postérieurement à une décision d'augmentation du capital de 128 parts de 10 € de nominal parts pour un montant de 1 280 € accompagné d'une prime d'émission de 118 720 €. Sous réserve de la réalisation de cette augmentation de capital, les capitaux propres s'établiront alors à 136 267 € pour un capital de 4 280 €.
- Le chiffre d'affaires du dernier exercice clos est en croissance de plus de 50 %. Le résultat 2019 présentait une perte de 1 K€ alors que celui de 2020 est un bénéfice de plus de 14 K€.
- La société n'a activé aucun élément incorporel.

Mission du commissaire à la transformation

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

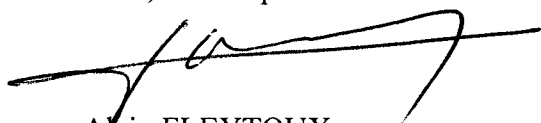
- à contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation ;
- à vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la date de clôture du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des derniers comptes annuels est au moins égal au montant du capital social.

Aucun avantage particulier ne m'a été stipulés

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Sur la base de nos travaux, j'atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social et ce quelle que soit la décision prise concernant l'augmentation de capital prévue antérieurement à la transformation.

Paris, le 15 septembre 2021



Alain FLEYTOUX

Commissaire aux comptes et à la transformation

Fm P~ BD CF
 / ZN

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE PREMIER - Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 – Objet

- La Société a pour objet en France et à l'étranger toutes opérations de négociation, d'intermédiation et de transaction immobilière portant sur les biens d'autrui, telles que prévues et réglementées par la loi du 2 janvier 1970, en particuliers :

- Les activités d'agence immobilière, d'intermédiaire prêtant son concours même à titre accessoire dans toutes transactions par l'achat, la vente, l'échange, la location ou sous-location, saisonnière ou non, en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis, sans pour autant jamais détenir de fonds appartenant à autrui, quel qu'en soit la forme, l'objet et à quel que titre que ce soit :

- L'achat, la vente ou la location-gérance de fonds de commerce ;

- La cession d'un cheptel mort ou vif ;

- La souscription, l'achat, la vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières donnant vocation à une attribution de locaux en jouissance ou en propriété ;

- L'achat, la vente de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble ou un fonds de commerce ;

- La gestion immobilière.

- A l'exclusion des publications par voie de presse, la vente de listes ou de fichiers relatifs à l'achat, la vente, la location ou sous-location en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis.

- La conclusion de tout contrat de jouissance d'immeuble à temps partagé régi par les articles L. 121-60 et suivants du code de la consommation.

- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou

FD PV BD CF
BR

industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est : **36h-immo**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé **13, rue du Bois Vert – 19230 ARNAC-POMPADOUR.**

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à **99 ans** à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le **1^{er} janvier** de chaque année et se termine le **31 décembre**.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - Apports

Apport en numéraire

Lors de la constitution de la société, l'associé unique a procédé à un apport en numéraire pour un montant de TROIS MILLE (3 000) euros représentatifs de 300 actions.

Laquelle somme de TROIS MILLE (3 000) euros a été déposée par l'associé, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque TARNEAUD, agence de Pompadour.

Puis lors de l'assemblée général du 4 octobre 2021 adoptant les présents statuts antérieurement à la transformation de la société en SAS, dans le cadre d'une augmentation de capital dévolue à de nouveaux associés dument agréés :

eu BD EF
R

- Madame Corinne FAUGERAS a apporté à la Société la somme de DEUX MILLE HUIT CENT DOUZE euros CINQUANTE cents. Ci 2 812,50 euros représentatifs de 3 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 2 782,50 €.
- La société LAUNCHWORKS & Co a apporté à la Société la somme de TRENTE MILLE euros. Ci 30 000 euros représentatifs de 32 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 29 680 €.
- La société REEDE a apporté à la société la somme de TRENTE MILLE euros. Ci 30 000 euros représentatifs de 32 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 29 680 €.
- Monsieur Baptiste DUNY a apporté à la société la somme de MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE euros. Ci 1 875 euros représentatifs de 2 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 1 855 €.
- La société CORBA INVESTMENT a apporté à la société la somme de TRENTE MILLE euros. Ci 30 000 euros représentatifs de 32 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 29 680 €.
- La société DORE INVEST a apporté à la société la somme de VINGT-CINQ MILLE TROIS CENT DOUZE euros. CINQUANTE cents. Ci 25 312,50 euros représentatifs de 27 parts de 10 € de nominal et d'une prime d'émission de 25 042,50 €.

La libération des apports des personnes physiques et morales ci-dessus a été faite par incorporation de créances liquides et exigibles correspondant à des sommes antérieurement inscrites en compte courant.

Récapitulation des apports

- Apports en numéraire : 123 000 euros, ci 123 000 euros. Il est composé de 428 actions de 10 € chacune entièrement libérées et d'un total de primes d'émission de 118 720 €.
- Apports en nature : Néant.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 4 280 euros divisé en 428 actions de 10 € de nominal.

ARTICLE 9 - Comptes Courants d'associés

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait, intervenant en cours de vie sociale sont déterminées par décisions collective des associés, statuant dans les conditions des décisions ordinaires, étant précisé que si la décision emporte augmentation des engagements des associés, elle devra être adoptée à l'unanimité.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président. Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi. Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur

BM ou BD P CF
BR

montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission. Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission. Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions - Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembreée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

2 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

3 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

FA pu BD P CF
pr

4 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

5 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

6 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

7 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de

PM pu BD ^{OF} 3R

la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 - Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) **Opération de reclassement** signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

ARTICLE 16 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

fn pu BD OF
PZ

ARTICLE 17 - Prémption

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de prémption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de soixante (60) jours, à l'expiration duquel, si les droits de prémption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément des cessions" ci-après.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de prémption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de prémption est exercé par notification au Président dans les trente (30) jours au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de 30 jours prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de 60 jours fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la prémption.

Si les droits de prémption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de prémption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de prémption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé Cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément des cessions" ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de prémption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 90 jours à compter de la date de notification au Cédant, moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

ARTICLE 18 - Agrément des cessions

1. Les actions ne peuvent être cédées, sauf entre associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité de **plus** des 2/3 des droits de vote hors droits détenus directement par l'associé Cédant.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

FA PU BD CF
97 31

3. Le Président dispose d'un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue et aux mêmes conditions.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai 90 jours ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai d'un (1) an à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est celui mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

ARTICLE 19 - Droit de sortie conjointe

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs des associés envisagerai(en)t de céder seul ou ensemble à un tiers plus de 40 % du total des droits de vote de la Société, et sous réserve des stipulations des présents statuts relatives aux droits de préemption des associés, le ou les Cédant(s) s'engage(nt) à permettre aux autres associés, si ces derniers le souhaitent, de céder également et aux mêmes conditions leur propre participation dans la Société, ce dont le ou les associé(s) Cédant(s) se portera(ont) solidairement garant.

A cet effet, tout projet de cession devra être notifié par le ou les associé(s) Cédant(s) aux autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 30 jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, afin de leur permettre, le cas échéant, d'exercer la faculté de sortie conjointe qui leur est conférée aux termes du présent article.

Cette notification devra préciser la nature de l'opération projetée, le nombre de titres concernés, leur prix (ou leur valeur), les conditions de paiement, l'identité et les coordonnées du Cessionnaire, ainsi que toute autre condition ou modalité importante de la transaction.

Sont visés par la présente clause, les titres de participation dans la Société, détenus à ce jour par les associés, mais également tous ceux qu'ils viendraient à détenir ultérieurement, par tout moyen et notamment par voie de souscription, attribution gratuite ou autrement. Sont également visés les droits de souscription ou d'attribution attachés aux titres de participation de la Société ainsi que tout autre titre ou valeur mobilière donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital et/ou aux droits de vote de la Société et que les associés détiennent ou viendraient à détenir.

Le terme cession ou mutation s'entend, quant à lui, de toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant un transfert des titres de participations détenus par les associés dans la Société, tels que définis ci-dessus, en pleine propriété ou propriété ou usufruit.

Signature
fuy ou BD OF
07 36

Les associés [autres que le ou les Cédant(s)] disposeront alors d'un délai de 30 jours, à compter de la réception de cette notification pour faire savoir, par écrit, à (aux) Cédant(s), s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.

A défaut, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de cette faculté par les autres associés, l'(les) associé(s) Cédant(s) ne pourra(ont) céder sa (leur) propre participation ou réaliser l'opération projetée qu'après que les autres associés ayant souhaité user de la faculté de sortie conjointe qui leur est conférée aux termes du présent article, aient été mis en mesure d'accepter et d'exercer ces droits.

En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe par les associés autres que le (les) Cédants, le prix de cession et les conditions de paiement seront identiques à celui et celles proposés dans la transaction principale.

ARTICLE 20 – Clause d'entraînement

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs des associés envisagerai(en)t de céder seul ou ensemble à un tiers **plus** de 50% du total des droits de vote de la Société, et sous réserve des stipulations des présents statuts relatives aux droits de préemption des associés, les autres associés s'engagent à céder au tiers concerné les actions qu'ils détiennent dans une proportion équivalente à la moyenne pondérée de la quotité cédée par chacun des associés initialement Cédants par rapport aux droits de vote totaux qu'ils détiennent dans la capital.

A cet effet, tout projet de cession devra être notifié par le ou les associé(s) Cédant(s) aux autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trente (30) jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, afin de les informer de l'opération envisagée.

Cette notification devra préciser la nature de l'opération projetée, le nombre de titres concernés, leur prix (ou leur valeur), les conditions de paiement, l'identité et les coordonnées du Cessionnaire, ainsi que toute autre condition ou modalité importante de la transaction.

Sont visés par la présente clause, les titres de participation dans la Société, détenus à ce jour par les associés, mais également tous ceux qu'ils viendraient à détenir ultérieurement, par tout moyen et notamment par voie de souscription, attribution gratuite ou autrement. Sont également visés les droits de souscription ou d'attribution attachés aux titres de participation de la Société ainsi que tout autre titre ou valeur mobilière donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital et/ou aux droits de vote de la Société et que les associés détiennent ou viendraient à détenir.

Le terme cession ou mutation s'entend, quant à lui, de toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant un transfert des titres de participations détenus par les associés dans la Société, tels que définis ci-dessus, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit.

ARTICLE 21 - Exclusion d'un associé

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- dissolution, redressement ou liquidation judiciaire d'un associé ;
- violation des dispositions des présents statuts ou d'un éventuel pacte d'associés engageant tous les porteurs d'actions ;

fm ou BDCF
BDCF

- exercice direct ou indirect pour les personnes physiques d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- fin du contrat de travail liant l'associé à la société pour quelque motif que ce soit (notamment démission, licenciement, départ à la retraite, décès...). Si le salarié est également mandataire social, cette clause ne s'applique que s'il perd à la fois la qualité de salarié et de mandataire social.

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité de **plus** des 2/3 des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ou d'un ou plusieurs associés détenant ensemble plus de 50 % des droits de vote. Si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément et de la clause de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

L'exclusion entraîne dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou en priorité, en application de la formule de calcul mentionnée dans un éventuel Accord d'Associés en vigueur signé par tous les associés.

ARTICLE 22 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "Préemption", "Agrément des cessions", "Droit de sortie conjointe", "Clause d'entraînement", des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

ARTICLE 23 - Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 24 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

SD
AN ou EF 03 3X

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant la majorité des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 25 - Directeur Général

Désignation

La collectivité des associés peut désigner un Directeur Général. Il peut s'agir d'une personne morale ou d'une personne physique. Il assiste le Président.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision de la collectivité des associés dans les mêmes conditions que celles du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

PM BU BD CF
77 31

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 26 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par le Code du travail auprès du président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social trente (30) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le président accuse réception de ces demandes dans les quinze (15) jours de leur réception.

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 27 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés personne physique ou morale disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre simple.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec l'associé unique (ou les associés concernés en cas de pluralité d'associés) au cours de l'exercice écoulé.

En l'absence de commissaire aux comptes, les conventions sont présentées aux associés dans le rapport de gestion du président.

Les associés statuent sur l'un de ces rapports lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice. Le dirigeant ou l'associé concerné ne participe pas au vote.

PM PU BDQF
97 311

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 28 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant **au moins** le quinzième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

ARTICLE 29 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président et du Directeur Général ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social qui doit cependant faire l'objet d'une ratification ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé ;
- création de filiales ou prise de participation dans toutes sociétés.

ARTICLE 30 - Règles de majorité

- Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité de 50% des droits de vote attachés aux actions représentatives du capital.
Les décisions concernées par cette règle de majorité sont dites « ordinaires ».
- Les décisions suivantes sont prises à la majorité des 2/3 des droits de vote attachés aux actions représentatives du capital :

pu BDLF
BN ^{éant} 97 BL

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution et liquidation de la Société ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés, les droits de vote directs de l'associé concerné ne sont pas pris en compte ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social qui doit cependant faire l'objet d'une ratification ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- levée de l'inaliénabilité des actions ;
- agrément des cessions d'actions, les droits de vote de l'associé concerné sont pris en compte ;
- exclusion d'un associé, les droits de vote de l'associé concerné sont pris en compte.

Les décisions concernées par cette règle de majorité sont dites « extraordinaires ».

- Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales.

ARTICLE 31 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant entre la date de réception, par la Société, des procurations et votes à distance et la date requise pour l'inscription en compte des titres. En conséquence, les procurations et votes à distance préalablement émis par l'associé cédant demeureront valides et inchangés.

ARTICLE 32 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de trente (30) % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

2017
pu
Bn BD CF
97 BN

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 7 jours au moins (15 jours pour le commissaire aux comptes) avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Les règles relatives à la représentation ou au vote à distance des associés pour les décisions collectives de la Société, et notamment celles concernant les modalités du vote, le contenu, les mentions obligatoires et les documents et informations joints à toute formule de procuration ou tout formulaire de vote à distance ou document unique de vote, sont : tout support écrit.

Lors de chaque assemblée, une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose sera établie et certifiée par le président de séance après avoir été dûment émargée par les associés présents ou leurs représentants.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 33 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 34 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le rapport du président, ce rapport doit être tenu à la disposition des associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés. Les éventuels rapports du commissaire aux comptes sont également tenus à la disposition des associés au siège de l'entreprise.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes

fu pu BD CF
77 8VR

annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 35 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 36 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 37 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 38 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

En vu BDCF
DR

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 39 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

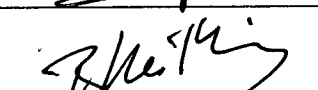
Article 42 - Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Fait en trois originaux, dont

UN pour les dépôts légaux et DEUX pour les archives sociales.

A Arnac-Pompadour, le 4 octobre 2021

Corinne FAUGERAS	
LAUNCHWORKS & Co SAS Benoît Reiller	
REEDE SAS Alexandre BENNAT	
CORBA INVESTMENT SAS Pascal LABRUE	
Baptiste DUNY	
DORE INVEST SAS François-Xavier DUNY	
NOTARIAT SERVICES SA François-Xavier DUNY	